

mazars

Parc des Glaisins
7, avenue du Pré Félin
Annecy-le-Vieux
74940 Annecy

David Haccoun

725 boulevard Barrier
Cité de l'entreprise
73100 Aix les bains

Baikowski

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mazars
Société par actions simplifiée d'expertise comptable
et de commissariat aux comptes
Siège social : 109 rue Tête d'Or - 69451 Lyon Cedex
Capital de 5 986 008 euros - RCS Lyon B 351 497 649

David Haccoun
725 boulevard Barrier
Cité de l'entreprise
73100 Aix les bains

Baikowski

Société anonyme

RCS Annecy 303 970 388

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de la société Baikowski,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Baikowski relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les stocks et en-cours figurent au bilan au 31 décembre 2022 pour un montant net de 11 227 milliers d'euros et représentent un des postes les plus importants du bilan. Comme indiqué dans la note « Méthodes d'évaluation – Stocks », les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les stocks de produits en-cours d'industrialisation sont valorisés à un prix standard.

Nos travaux ont consisté à examiner les données et à apprécier les hypothèses retenues par la direction pour évaluer les coûts de production.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle

estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes,

Mazars


David Haccoun

Annecy, date de la signature électronique

Aix les bains, date de la signature électronique

DocuSigned by:

 75636F48A1E940D...

DocuSigned by:

 A40AB5FFD04146E...

Jérôme Neyret

David Haccoun

3.8. Comptes sociaux annuels et annexe

3.8.1. Comptes sociaux annuels de Baikowski SA

Actif (en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
Capital souscrit non appelé		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Frais d'établissement		
Frais de développement		
Concessions, brevets et droits similaires	365	420
Fonds commercial		
Autres immobilisations incorporelles		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Terrains	1 395	1 395
Constructions	5 140	5 771
Installations techniques, matériel, outillage	5 115	5 688
Autres immobilisations corporelles	3 690	3 728
Immobilisations en cours	687	506
Avances et acomptes	29	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
Participations par mise en équivalence		
Autres participations	7 228	7 161
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts	165	135
Autres immobilisations financières	324	322
ACTIF IMMOBILISE	24 138	25 126
STOCKS ET EN-COURS		
Matières premières, approvisionnements	3 224	2 417
En-cours de production de biens	4 289	2 794
En-cours de production de services		
Produits intermédiaires et finis	3 492	1 669
Marchandises	222	157
Avances et acomptes versés sur commandes		198
CREANCES		
Créances clients et comptes rattachés	8 159	6 036
Autres créances	4 238	3 753
Capital souscrit et appelé, non versé		
DIVERS		
Valeurs mobilières de placement	1 001	
(dont actions propres :		
Disponibilités	5 891	6 599
COMPTES DE REGULARISATION		
Charges constatées d'avance	106	103
ACTIF CIRCULANT	30 622	23 726
Frais d'émission d'emprunts à étaler		
Primes de remboursement des obligations		
Ecart de conversion actif	48	32
TOTAL GENERAL	54 809	48 884

Passif (en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel	4 598	4 590
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 959	1 959
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :		
Réserve légale	459	459
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes	16 627	14 845
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	7 684	4 914
Subventions d'investissement	145	99
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	31 473	26 865
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	108	494
Provisions pour charges	1 164	1 455
PROVISIONS	1 272	1 949
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 920	12 519
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs	1 833	1 382
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	70	55
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 123	2 377
Dettes fiscales et sociales	3 502	3 094
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	420	497
Autres dettes		8
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		123
DETTES	21 868	20 055
Ecarts de conversion passif	195	15
TOTAL GENERAL	54 809	48 884

Compte de résultat (en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises	1 343	2 321
Production vendue de biens	42 351	35 300
Production vendue de services	545	760
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	45 420	38 381
Production stockée	3 247	355
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	184	138
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges	1 145	822
Autres produits	1 420	798
PRODUITS D'EXPLOITATION	51 417	40 494
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	1 033	909
Variation de stock (marchandises)	(63)	695
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)	16 469	8 790
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)	(803)	733
Autres achats et charges externes	10 621	8 819
Impôts, taxes et versements assimilés	546	496
Salaires et traitements	7 262	6 862
Charges sociales	4 130	3 908
DOTATIONS D'EXPLOITATION		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	3 196	3 260
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	378	767
Dotations aux provisions	139	399
Autres charges	1 217	604
CHARGES D'EXPLOITATION	44 126	36 242
RESULTAT D'EXPLOITATION	7 291	4 252
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	2 491	1 117
Autres intérêts et produits assimilés	36	16
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
Différences positives de change	19	36
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	55	56
PRODUITS FINANCIERS	2 601	1 225
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	36	
Intérêts et charges assimilées	171	173
Différences négatives de change	144	47
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	17	
CHARGES FINANCIERES	368	220
RESULTAT FINANCIER	2 233	1 005
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	9 524	5 257
Produits exceptionnels sur opérations en capital	13	16
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	13	16
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		0
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	161	286
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	161	286
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(148)	(270)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	499	235
Impôts sur les bénéfices	1 192	(162)
TOTAL DES PRODUITS	54 031	41 734
TOTAL DES CHARGES	46 346	36 820
BENEFICE OU PERTE	7 684	4 914

Le chiffre d'affaires 2022 est de 45 420 k€ dont 1 180 k€ en France et 44 240 k€ à l'export.

3.8.2. Annexe aux comptes sociaux annuels

Tous les montants figurant dans ces notes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

3.8.2.1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

L'exercice considéré, d'une durée de 12 mois, débute le 1er janvier et finit le 31 décembre. Cet exercice est comparable avec le précédent.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- le règlement ANC 2020-05 du 24 juillet 2020 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.
- la loi n° 83 353 du 30 avril 1983
- le décret 83 1020 du 29 novembre 1983

Aucune transaction avec les parties liées n'est à mentionner au titre des Règlements 2010-02 et 2010-03 du 2 septembre 2010 de l'Autorité des Normes Comptables, étant précisé que les transactions ne sont pas significatives et/ou sont toutes conclues à des conditions normales de marché.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique. Celle retenue pour le traitement des frais d'acquisitions des différentes catégories d'actifs est la comptabilisation en charge de l'exercice.

3.8.2.2. Méthodes d'évaluation

Fonds Commercial

Les fonds commerciaux se composent principalement d'éléments incorporels dont la durée d'usage est présumée illimitée. Les valorisations annuelles réalisées permettent de justifier la valeur de ces fonds telle qu'inscrite dans les comptes annuels.

Le fonds commercial (78 k€) est totalement amorti.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Elles sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Les amortissements des immobilisations sont principalement calculés suivant le mode linéaire et selon les durées d'utilité suivantes :

- Logiciels = 3 à 5 ans
- Constructions = 30 ans
- Mat. et outillage industriel = de 3 à 20 ans
- Installations techniques = 5 à 15 ans
- Agencements et aménagement des constructions = 6 à 20 ans
- Véhicules = de 3 à 5 ans
- Mobilier de bureau = 5 à 10 ans
- Matériel informatique = 3 à 5 ans

La base amortissable est déterminée à partir de la valeur d'achat des biens, la société ne disposant pas d'élément permettant de définir précisément une valeur résiduelle.

Les dépenses de recherches et développement sont comptabilisées en charge de l'exercice. Par ailleurs, les coûts d'emprunt finançant les actifs ne sont pas incorporés à la valeur de ces actifs.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent principalement à des dépôts et cautionnements versés par la société.

Le cas échéant, les titres de participation et les créances rattachées sont inscrits à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si cette valeur est inférieure à la valeur d'utilité. La valeur d'utilité des titres de participation est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice corrigé des éventuelles plus-values latentes, la rentabilité des sociétés concernées, leurs perspectives d'avenir.

Stocks

Les stocks de matières premières, approvisionnements et marchandises sont valorisés au coût d'achat selon la méthode premier entré premier sorti (FIFO). Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les stocks de produits en-cours d'industrialisation sont valorisés à un prix standard.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il existe un problème de vétusté, quand le prix de vente attendu est inférieur au coût d'achat ou au prix de revient en fonction de l'évolution des marchés et des perspectives d'écoulement des stocks.

Les pièces de rechange du magasin non mouvementées sur une période de 2 ans sont dépréciées de 50 %. Les pièces de rechange du magasin non mouvementées sur une période de 4 ans sont dépréciées à 100 %.

Créances clients

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances clients.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont il est probable que l'extinction se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie.

Engagements de retraite

Pour rappel, en 2021, la décision du Comité d'Interprétation des IFRS a conduit à modifier le mode d'étalement de la charge d'avantages postérieurs à l'emploi. L'application de cette décision a été autorisée par l'ANC dans sa recommandation n°2013-02 modifiée le 5 novembre 2021. Elle a été effective dans les comptes au 31 décembre 2021. Il s'agit d'un changement de méthode comptabilisé de manière rétrospective, entraînant une baisse de l'engagement retraite de 120 k€ avant impôt avec effet dans les capitaux propres d'ouverture de l'exercice comparatif (2020).

Méthode retenue : méthode des unités de crédit projetées (au prorata de l'ancienneté). Les dirigeants ne sont pas concernés.

Hypothèses 2022 :

- Taux d'actualisation : 3,33 %
- Taux d'augmentation des salaires par catégorie :
 - Ouvriers et Employés : entre 3.02 % et 1% en fonction de l'âge
 - Techniciens et Agents de Maîtrise : entre 4.26% et 1% en fonction de l'âge
 - Cadres : entre 3% et 1% en fonction de l'âge
- Table de mortalité : INSEE 2016-2018 par sexe
- Age de départ à la retraite : Age « taux plein » sécurité sociale.

A la clôture de l'exercice, l'engagement s'élève à : 1 106 K€

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie ; cela conduirait en effet indirectement à donner une rémunération individuelle.

Crédit Impôt Recherche

Sur l'exercice, un crédit d'impôt recherche a été constaté pour 245 k€.

Autres engagements hors bilan

Des emprunts dont le capital restant dû au 31 décembre s'élève à 12 920 k€ font l'objet d'une clause d'exigibilité qui pourrait s'appliquer si le niveau des capitaux propres devient inférieur à la moitié du capital social. Par ailleurs, il existe une clause d'exigibilité en cas de changement d'actionnaire pour un montant de 12 920 k€.

Intégration fiscale

La société BAIKOWSKI a opté pour l'intégration fiscale depuis le 01/01/2020 avec ses deux filiales françaises :

- ALKO (détenue à 100 % - SIREN 482 916 533)
- MATHYM (détenue à 100 % - SIREN 795 157 833)

Chaque société comptabilise sa charge d'impôt sur les sociétés dans ses comptes.

La société BAIKOWSKI a comptabilisé une économie d'impôt sur les sociétés de 229 k€ dans son compte de résultat (imputation du déficit sur le résultat de l'intégration fiscale).

Consolidation

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe Baikowski (Siret : 30397038800011) dont le siège social est situé 1046 route de Chaumontet 74330 POISY. Ses comptes consolidés sont disponibles sur le site internet du Groupe.

Faits marquants de l'exercice

La crise russo-ukrainienne a accentué les perturbations des chaînes logistiques et la hausse du coût des matières premières et énergies (gaz, électricité) sur notre site. Nous avons mis en place des mesures permettant de limiter les impacts de cette crise.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés :

La société utilise principalement des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de change résultant de ses activités opérationnelles. Toutes les opérations sont conformes à la politique interne de gestion des risques de taux de change et répondent aux critères de la comptabilité de couverture.

Pour les couvertures d'actifs ou passifs existants, les instruments dérivés de couverture de change sont évalués à leur juste valeur au bilan et la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat. Le résultat de la couverture est présenté dans la même rubrique (exploitation, financier, exceptionnel) que l'élément couvert. Les justes valeurs des dérivés sont estimées à partir des modèles de valorisations communément utilisés prenant en compte les données issues des marchés actifs.

Au 31 décembre 2022, la comptabilisation de ces instruments a impacté le résultat opérationnel pour un montant de +26 K€ (nominal de 500 k€).

Au 31 décembre 2022, la comptabilisation de ces instruments dérivés a impacté les comptes de l'entreprise de la manière suivante :

- Résultat opérationnel : +27 k€ au titre des gains/pertes de change latents sur la revalorisation du résultat d'exploitation au cours couvert
- Bilan : +27 k€ revalorisation du résultat d'exploitation au cours couvert.

3.8.2.3. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Immobilisations brutes (en k€)	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 625		62
Terrains	1 395		
		Dont composants	
Constructions sur sol propre	10 569		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	5 780		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	48 036		1 403
Installations générales, agenc., aménag.	5 563		516
Matériel de transport	55		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	638		35
Immobilisations corporelles en cours	507		2 194
Avances et acomptes			29
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	72 543		4 177
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	7 161		68
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	457		69
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 617		136
TOTAL GENERAL	81 785		4 375

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 686	
Terrains			1 395	
Constructions sur sol propre		292	10 277	
Constructions, installations générales, agenc.		154	5 626	
Installations techn., matériel et outillages ind.		1 084	48 355	
Installations générales, agencements divers		148	5 931	
Matériel de transport			55	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		43	629	
Immobilisations corporelles en cours	2 015		687	
Avances et acomptes			29	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 015	1 721	72 984	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			7 228	
Prêts et autres immobilisations financières		1	525	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1	7 753	
TOTAL GENERAL	2 015	1 722	82 424	

Amortissements (en k€)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 205	116		1 321
Terrains				
Constructions sur sol propre	6 200	339	234	6 305
Constructions installations générales, agenc., aménag.	4 378	231	151	4 458
Installations techniques, matériel et outillage industriels	42 094	1 880	1 024	42 949
Installations générales, agenc. et aménag. divers	2 029	471	107	2 393
Matériel de transport	45	11		55
Matériel de bureau et informatique, mobilier	454	66	43	476
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	55 199	2 998	1 559	56 637
TOTAL GENERAL	56 404	3 114	1 559	57 959

3.8.2.4. Provisions et dépréciations inscrites au bilan

(en milliers d'euros)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions pour litiges	319	60	319	60
Provisions pour pertes de change	33	48	33	48
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 385	9	287	1 106
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	213	70	226	57
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 949	187	865	1 272
Dépréciations immobilisations corporelles	254	82	45	291
Dépréciations autres immobilis. financières		36		36
Dépréciations stocks et en cours	658	201	277	582
Dépréciations comptes clients	109	178	109	178
Autres dépréciations	38			38
DEPRECIATIONS	1 058	497	431	1 125
TOTAL GENERAL	3 008	684	1 296	2 397
Dotations et reprises d'exploitation		648	1 296	
Dotations et reprises financières		36		

3.8.2.5. Etat des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES (en milliers d'euros)	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Prêts	165		165
Autres immobilisations financières	360	360	
Clients douteux ou litigieux	189	189	
Autres créances clients	8 148	8 148	
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	19	19	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	560	560	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	6	6	
Etat, autres collectivités : créances diverses	115	115	
Groupe et associés	3 147	3 147	
Débiteurs divers	429	429	
Charges constatées d'avance	106	106	
TOTAL GENERAL	13 244	13 079	165
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	30		

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	12 920	6 500	5 432	988
Emprunts et dettes financières divers	1 833	1 833		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 123	3 123		
Personnel et comptes rattachés	1 887	1 887		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 180	1 180		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	26	26		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	409	409		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	420	420		
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	21 797	15 377	5 432	988
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 677			

3.8.2.6. Charges à payer

CHARGES A PAYER (en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES			
INTERETS COURUS SUR EMPRUNTS	16	3	13
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	16	3	13
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH			
FOURN. FACTURES NON PARVENUES	337	243	94
FOUR. IMMO FACT NON PARVENUES	154	192	-38
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	491	435	56
DETTES FISCALES ET SOCIALES			
DETTES PROV. CONGES A PAYER	551	532	19
DETTES PROV. PARTICIP.SALARIES	499	235	264
PERSONNEL AUT. CHGES 13E MOIS		70	-70
PERSONNEL AUT. CHGES 14E MOIS	156	162	-6
PERSONNEL AUT. CHGES REMVAR	341	349	-8
ORGAN. SOC. CHARGES A PAYER	708	618	90
ETAT CHARGES A PAYER	14	56	-42
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	2 270	2 022	248
TOTAL CHARGES A PAYER	2 776	2 460	316

3.8.2.7. Charges et produits constatés d'avance

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
CHARGES CONSTATEES AVANCE	106	103	3
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	106	103	3

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
PRODUITS CONSTATES AVANCE	0	123	-123
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	0	123	-123

3.8.2.8. Produits à recevoir

PRODUITS A RECEVOIR (en milliers d'euros)	31/12/2022	31/12/2021	Ecart
FOURN.AVOIRS A RECEVOIR	360	0	360
INDEMNITES JOURNALIERES	19	-24	43
ETAT, PRODUITS A RECEVOIR	115	107	8
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	495	83	412

3.8.2.9. Ecart de conversion sur créances et dettes

Nature des écarts	Actif Perte latente	Ecarts compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif Gain latent
Immobilisations financières	48		48	
Créances	1		1	188
Dettes financières				
Dettes d'exploitation				7
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	48	0	49	195

3.8.2.10. Capital

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	3 678 578	6 913		1.25

Actions de performance

Dans le cadre de l'article L.225-197-1 et suivant du Code du commerce et des autorisations votées en Assemblées Générales, le Conseil d'administration a attribué 8 600 actions gratuites de performance à ses mandataires sociaux, et 8 880 actions gratuites de performance à certains salariés de Baikowski le 5 mars 2019. Ces attributions ont pour objectif d'encourager la réalisation des objectifs long terme de Baikowski et la création de valeur qui doit en découler pour les actionnaires.

Pour ce faire, l'acquisition définitive d'une partie des actions est soumise à des conditions de performance et à l'obligation de présence au sein de la société à la date définitive d'acquisition soit le 6 mars 2021 et le 6 mars 2022 pour le plan de performance à ses mandataires sociaux décidé en 2019, et le 30 avril 2022 pour le plan de performance à certains salariés de Baikowski décidé en 2019.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, 6 913 actions gratuites de performance ont été créées et livrées conformément aux règlements des plans de performance mentionnés ci-dessus. A la clôture, il n'existe aucun élément dilutif chez Baikowski SA.

(en milliers d'euros)	Montant
Capitaux propres à la clôture de l'exercice antérieur avant affectations	21 951
Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	1 791
CAPITAUX PROPRES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	23 742
Variation en cours d'exercice :	
Variation des primes, réserves, report à nouveau	0
Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	46
CAPITAUX PROPRES AU BILAN DE CLOTURE DE L'EXERCICE AVANT AGO	23 788
VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	46

3.8.2.11. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	9 524	-1 229	8 295
Résultat exceptionnel à court terme	-148	37	-111
Participation des salariés	-499		-499
RESULTAT COMPTABLE	8 876	-1 192	7 685

3.8.2.12. Situation fiscale latente

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Subvention d'investissement	36
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	125
Autres	22
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	49
TOTAL ALLEGEMENTS	196
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	160

3.8.2.13. Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié
CADRES	45
AGENTS DE MAITRISE/TECHNICIENS	49
EMPLOYES OUVRIERS	35
TOTAL	129

3.8.2.14. Engagements financiers donnés et reçus

Engagements donnés					
Catégories d'engagements	Total	Au profit de			
		Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
VAT 1 000 000 USD	981				981
LOCATION SIMPLE	201				201
TOTAL	1 182				1 182

Engagements reçus					
Catégories d'engagements	Total	Accordés par			
		Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
Caution	251				251
TOTAL	251				251

Le Groupe bénéficie également d'une garantie d'actif/passif jusqu'au 31 janvier 2023. A chaque date d'anniversaire de l'acquisition, le montant de la garantie est ajusté.

Au 31 décembre 2022, le montant de la garantie d'actif/passif est de 267 k€ (montant plafond de la garantie)

Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL					

3.8.3. Filiales et participations

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. Brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux propres	Divid.encaiss.	Val. Nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
ALKO	100	100	643	820	1 739
	242	0	643		7
BAIKOWSKI INC CORP (RESULTAT 1 € = 1,0541 USD)	47	100	762	-1 767	7 609
	5 358	2 020	762		1 812
MATHYM	44	100	5 548	2 327	444
	-1 859	0	5 548		-620
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
BAIKOWSKI INC JAPAN (RESULTAT 1 € = 137,9308 JPY)	498	50	243		38 087
	15 594	458	243		3 094
BAIKOWSKI KOREA CORP (RESULTAT 1 € = 1 357,7159 KRW)	112	33	33		755
	758	13	33		83
AUTRES PARTICIPATIONS					
Néant					